

Le français au Québec : une lutte prioritaire?

Michel Rioux et Amélie Descheneau-Guay

Numéro 754, janvier–février 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67081ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rioux, M. & Descheneau-Guay, A. (2012). Le français au Québec : une lutte prioritaire? *Relations*, (754), 36–37.



Le français au Québec : une lutte prioritaire?

Il faut voir le danger de n'être que d'une seule cause.

MICHEL RIOUX

L'auteur est syndicaliste

Dans son rapport moral livré au congrès de la CSN en 1974, le président Marcel Pepin identifiait plusieurs droits que les travailleurs québécois devaient revendiquer. Parmi ceux-là, celui de travailler en français. Il exposait sa position en ces termes : « Pour moi, la lutte pour la langue française n'est pas seulement une lutte nécessaire à l'agrandissement des perspectives pratiques des travailleurs et à l'obtention de conditions de travail plus favorables. C'est aussi une lutte, un levier parmi d'autres de la lutte québécoise contre les forces de domination économique, politique et sociale. Elle est un levier du combat contre la domination capitaliste. » Voilà qui est dit. Et clairement.

L'EXIGENCE DES TEMPS PRÉSENTS

Le combat pour la défense et l'illustration de la langue française au Québec en est un de tous les instants; il ne faut surtout pas baisser la garde, sous peine de lendemains douloureux pour notre collectivité.

Mais si tout cela est vrai, il n'en demeure pas moins que les temps présents exigent de celles et de ceux qui appellent de tous leurs vœux une société plus juste, plus humaine, plus respectueuse des personnes, qu'ils puissent mener plusieurs combats à la fois. La lutte contre la pauvreté, en particulier celle qui touche les enfants, ne saurait souffrir aucun délai.

La lutte contre toutes les formes de discrimination exige qu'on s'y consacre à temps plein.

La lutte pour des emplois de qualité, contre le chômage, pour un développement durable doit engager toutes les personnes qui veulent participer à la transformation de la société québécoise.

On le voit, ce ne sont pas les luttes à mener qui manquent. Mais comme le disait Marcel Pepin de la lutte pour le français, il s'agit d'une lutte « parmi d'autres » contre toutes les formes de domination.

Ce « parmi d'autres » a une certaine importance. Il illustre ce fait qu'il ne faut jamais perdre de vue : l'être humain n'est pas unidimensionnel. Et celles et ceux qui consacrent leur énergie à la défense d'une seule cause risquent bien souvent de n'avoir de la réalité qui est complexe qu'une seule vision, forcément réductrice.

Mais il y a plus.

On a tous vu de ces militants d'une seule cause se transformer en dangereux zélotes avec lesquels aucune discussion n'est possible tant la possession tranquille d'une seule vérité suffit à nourrir leur engagement. La Torah, le Coran, la Bible, le *Capital* de Marx ont été trop souvent utilisés à cette fin. Quand cette quasi-définition de la cause unique ne conduit pas à des guerres, ce qui fut souvent le cas dans l'histoire, elle fait néanmoins plusieurs victimes. À commencer par ces militantes et ces militants qui, revenus de loin, finissent par constater qu'il y a autre chose dans la vie que cette chose unique dans laquelle ils avaient tout investi.

ÉVITER LES DÉRIVES

La défense des animaux est une noble cause. Personne ne reste insensible devant un chien ou un chat à qui on a fait subir de mauvais traitements. Fort bien. Mais toutes les Brigitte Bardot de ce monde, que la vue d'un blanchon fait défaillir, ne pourraient-elles pas garder un peu de leur indignation pour dénoncer la misère qui est le lot d'un grand nombre de personnes immigrantes, le désarroi des femmes monoparentales incapables de subvenir aux besoins de leurs enfants et les mauvais traitements infligés à trop de personnes âgées?

Certains défenseurs de la nature se distinguent dans ce domaine. Incapables de saisir le réel dans toutes ses dimensions et négligeant tout le reste, ils gardent les yeux rivés sur l'objet unique de leur engagement, l'écologie. Tout y est subordonné. C'est ainsi que la protection du succeur cuivré dans le Richelieu devient plus importante que celle des enfants battus.

Dans un autre genre, le sénateur Pierre-Hughes Boisvenu offre un excellent exemple des dérives où peut conduire la promotion d'une seule et unique cause. Il n'intervient que sur une seule question : la vengeance contre les criminels. Ce qui le conduit à soutenir des points de vue contraires à toute logique. Pour justifier son retournement de veste en appuyant l'abolition du registre des armes à feu, le sénateur non élu soutient désormais que la chasse étant en perte de vitesse, il faut réarmer le peuple pour que chevreuils et orignaux cessent de se jeter devant les automobilistes...

La défense de la langue française? J'en suis, depuis plusieurs décennies. Mais il y a aussi tout le reste. ●



Plusieurs signaux inquiétants ramènent ce débat à l'avant-scène actuellement. S'il faut choisir ses combats, comme le veut l'expression courante, faut-il prioriser celui-ci parce qu'il

est à la racine de tous les autres? Ou les temps présents n'exigent-ils pas de mener plusieurs luttes de front, celle pour la langue comme d'autres?

Dépassant la lutte particulière, le combat pour la langue est le creuset de sens de notre existence commune.

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

On assiste périodiquement à la résurgence des débats sur l'anglicisation au Québec et des demandes des groupes de défense de la langue française. La grande majorité des Québécois semblent s'entendre pour protéger le fait francophone en Amérique du Nord. Si les contradictions ne manquent pas entre cette volonté et les véritables habitudes des Québécois, ce combat doit rester prioritaire en gardant toutefois en tête que dans ces débats sur la «bataille linguistique», c'est la réalisation d'une capacité politique qui se trouve souvent mise à mal. En effet, une simple position défensive fait oublier que la seule manière de sortir des retours répétés du refoulé est d'assumer pleinement la réalisation d'un État québécois.

LA LANGUE, UNE CULTURE COMMUNE

La langue est le ciment commun d'un peuple, sa «culture» collective au sens anthropologique du terme. Elle est la structure symbolique première d'une société, où se déploient *a posteriori* des agirs collectifs et des luttes particulières – ce qui ne les empêche pas de s'unir pour faire cause commune lorsque nécessaire.

La langue est la dimension expressive de notre souveraineté («voici qui nous sommes»). Le problème ici est que le Québec s'est constitué une identité collective non pas en référence à son originalité linguistique nationale, mais en tant qu'«étranger» dans un

grand Autre (l'empire, les Anglais, le sous-continent anglophone, le Canada, etc.). Nous avons ainsi intériorisé le statut d'étranger qui demande, voire quémande des arrangements au grand Autre. Cela est évident dans le rapport que nous entretenons avec l'élite néo-conservatrice actuellement au pouvoir à Ottawa, à qui nous demandons «un peu de français», *s'il-vous-plaît Monseigneur*.

À force de se définir en tant qu'étranger d'un grand Autre – comme si nous n'avions pas d'affaire à être simplement ce que nous sommes –, nous en sommes venus à être des étrangers à nous-mêmes et à adopter le statut confortable de victime. Cela explique entre autres notre difficulté à recevoir dignement, en tant que société d'accueil, d'autres étrangers (voir à ce sujet Michel Freitag, *L'abîme de la liberté*, Liber, 2011, p. 335-337).

RÉINVENTER LE NORD DE L'AMÉRIQUE DU NORD

Comment alors mener ce combat en rompant définitivement avec ces positions ambiguës et victimisantes héritées du Canada français? Tel est le défi à mes yeux. D'abord, tant que l'enjeu de la langue sera traité comme un faux-fuyant (l'affichage, les écoles passerelles, etc.), comme une question technique, cette bataille sera simplement la perpétuation d'une communauté québécoise étrangère à elle-même, une société dont on tolère l'existence qu'elle n'assume pas elle-même. Autrement dit, c'est seulement quand la bataille de la langue ne sera plus séparée de celle pour la conquête

d'une capacité politique d'élever ce fait culturel en fait politique que l'on sortira du rapport infantile à l'Autre (canadien), qu'on arrêtera de tergiverser avec la dimension strictement technique de la langue. La société québécoise sera alors simplement le lieu de ceux et celles qui y existent et qui (s)'y tiennent. La lutte pour la langue renvoie donc inévitablement au passage de la société québécoise à un niveau supérieur de responsabilité politique et de solidarité collective. C'est en cela qu'elle est prioritaire. Comme le précisait le sociologue Gilles Gagné dans les pages de *Relations* (mai 2010), «il nous faudra un jour sortir du bavardage identitaire et entrer dans les conflits politiques réels qu'impliquent aussi bien la souveraineté que nous avons déjà que les responsabilités qui vont avec».

Bien sûr, tout semble aujourd'hui condamner les formes de solidarité et d'appartenance aux cultures nationales et aux structures symboliques diversifiées que représentent les langues vernaculaires. Celles-ci sont perçues comme un obstacle à l'unification et à l'uniformisation par la langue du commerce et de la finance mondiales. C'est pourquoi l'indépendance du Québec offre une voie alternative, en donnant une forme politique autonome à un peuple de langue québécoise qui existe *déjà*, en réinventant «le nord de l'Amérique du Nord», selon la belle expression de Gilles Gagné. Autrement, nous jouons le jeu du système mondial qui se déploie contre les cultures et lamine toutes les formes de variations historiques de l'humanité, fixées dans des institutions collectives – comme dans la langue québécoise. ●

L'auteure est secrétaire de rédaction à *Relations*